

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : ASA 37/002/2008 – ÉFAI

24 janvier 2008

AU 22/08 Craintes pour la sécurité

SRI LANKA les membres du personnel du journal Uthayan à Jaffna

Les membres du personnel du journal Uthayan à Jaffna, dans le nord de Sri Lanka, ont récemment été menacés, et Amnesty International craint que leurs vies ne soient en danger.

Le 6 janvier, vers 10 h 45 du matin, le journal Uthayan a reçu un appel téléphonique menaçant. Le correspondant, qui n'a pas révélé son identité, a exigé la suspension immédiate de la publication. Il a déclaré appeler de l'île de Kayts, située au large de la péninsule de Jaffna.

Le 29 avril 2007, Selvaraja Rajivaram, un jeune journaliste d'Uthayan, a été tué par balles près du journal. Il enquêtait sur des cas présumés de disparitions forcées.

Le 16 août 2006, Sathasivam Baskaran, distributeur de journaux travaillant pour Uthayan, aurait été abattu à Jaffna par deux inconnus alors qu'il se trouvait à bord d'un véhicule portant le logo du journal. Il avait profité d'une levée temporaire du couvre-feu pour livrer des journaux dans une zone contrôlée par les forces armées.

En 2006, les locaux d'Uthayan ont été attaqués par un groupe d'hommes armés, qui ont tué deux employés du journal. D'après Uthayan, personne n'a été arrêté jusqu'ici. Le personnel a indiqué que les autorités avaient mis en place une protection policière au journal, depuis les homicides de 2006, mais que ces derniers mois le nombre d'agents chargés de protéger les locaux était passé de dix à trois. Malgré les demandes du personnel, les effectifs de policiers n'ont pas été augmentés après les menaces du 6 janvier. Selon les informations recueillies, un journaliste d'Uthayan n'a pas quitté les locaux du journal depuis plus d'un an, par crainte d'être assassiné.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les tentatives de censure des médias se multiplient depuis que le cessez-le-feu entre le gouvernement sri lankais et les Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE) a volé en éclats. La trêve conclue en 2002 a officiellement pris fin le 16 janvier 2008, après que le gouvernement eut annoncé son retrait de l'accord de cessez-le-feu. Depuis la reprise du conflit armé, en 2006, les menaces pesant sur les médias et la liberté des médias se sont considérablement intensifiées. Selon les informations recueillies, au moins dix personnes travaillant dans ce secteur d'activité ont été victimes d'homicides illégaux depuis le début de 2006 ; deux auraient disparu alors qu'elles étaient détenues par les forces de sécurité, tandis que d'autres ont été torturées et arbitrairement privées de liberté en vertu des règlements d'exception (dispositions et pouvoirs divers), qui confèrent de vastes pouvoirs aux autorités. Les employés du secteur de médias, et particulièrement les journalistes tamouls, voient leur droit à la vie sérieusement menacé par les forces de sécurité et d'autres entités. Ceux qui assurent la couverture du conflit sont en butte à des tentatives d'intimidation de la part des forces de l'ordre. Le 2 janvier 2008, le général Sarath Fonseka, commandant des forces armées, a reproché à certains médias et journalistes leur « manque de loyauté » et leur « antipatriotisme ».

Les professionnels du secteur des médias sont particulièrement exposés aux manœuvres d'intimidation à Jaffna parce qu'il ne peuvent quitter la péninsule sans autorisation de l'armée. Sept ont été tués à Jaffna depuis début mai 2006, dont quatre employés d'Uthayan.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous préoccupé par les récentes menaces proférées contre le personnel du journal Uthayan, ainsi que par les homicides dont plusieurs de ses membres ont été victimes ;
- priez les autorités de mettre immédiatement en place une protection policière d'un niveau satisfaisant en faveur des membres du personnel d'Uthayan ;
- demandez instamment aux autorités d'ordonner sans délai l'ouverture d'une enquête impartiale et exhaustive sur tous les actes criminels, notamment les meurtres et les tentatives d'intimidation, ainsi que de traduire en justice les responsables présumés ;
- appelez les autorités à respecter et à veiller à ce que soit respectée la liberté d'opinion et d'expression, conformément aux obligations incombant à Sri Lanka en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et d'autres traités et normes.

APPELS À :

Ministre de la Gestion des catastrophes naturelles et des Droits humains :

Hon. Mahinda Samarasinghe

Ministry of Disaster Management and Human Rights

2, Wijerama Mawatha

Colombo 7,

Sri Lanka

Fax : + 94 11 268 1980

Formule d'appel : Dear Minister, / Monsieur le Ministre,

Ministre des Médias et de l'Information :

Hon. Anura Priyadarshana Yapa, MP

Ministry of Mass Media and Information

163, Kirulapone Mawatha,

Polhengoda,

Colombo 05,

Sri Lanka.

Fax : 94 11 2513462/ 2513500/ 2513440

Formule d'appel : Dear Minister, / Monsieur le Ministre,

Inspecteur général de la police :

Mr. Victor Perera

Inspector General of Police

Sri Lanka Police

Headquarters

101/1 Kew Road

Colombo 2

Sri Lanka

Fax : + 94 11 2390433

Formule d'appel : Dear Inspector General, / Monsieur l'Inspecteur général,

COPIES aux représentants diplomatiques de Sri Lanka dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 6 MARS 2008, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.